

QUESTIONNAIRE

Nom, prénom, date de naissance, origine sociale, milieu familial, ville et région d'activité à l'époque, scolarité et formation professionnelle. Pays ou région d'origine pour les militant.e.s étrangers/immigrés. Statut au moment de l'adhésion à la LMR : célibataire, marié.e ou en couple, enfant(s). Parcours professionnel et situation actuelle (en quelques mots).

Jacques Eschmann, 27 février 1947, originaire de Vellerat JU.

Origine sociale modeste : mes deux grands-pères étaient ouvriers d'usine, mes deux grands-mères femmes au foyer. Mes deux parents ont fait un apprentissage d'employé-e de bureau. Puis mon père a gravi les échelons jusqu'à devenir gérant d'une entreprise correspondant aujourd'hui à une Landi cantonale, où il a fait toute sa carrière professionnelle. Ma mère a cessé son activité professionnelle après son mariage.

Je suis l'aîné d'une famille de 6 enfants.

J'ai toujours habité à Delémont jusqu'à l'âge de 19 ans, puis je suis parti à l'université de Fribourg, ville que je n'ai plus quittée.

Ecoles primaire et secondaire à Delémont, maturité scientifique à l'Ecole cantonale de Porrentruy, études universitaires à Fribourg (licence en sciences). J'ai pratiqué l'enseignement jusqu'à ma retraite au niveau du secondaire II.

Au moment de fonder la LMR de Fribourg (1971), j'étais fraîchement marié, sans enfants.

De profession, j'étais alors assistant en géographie à l'Uni de Fribourg et enseignant (quelques heures par semaine). Après avoir quitté l'uni en 1975 (raison : interdiction professionnelle pour « appartenance à une organisation [la LMR] qui a soutenu l'occupation de la Mensa de l'Uni de Fribourg », selon l' « acte d'accusation » du Conseil d'Etat fribourgeois), j'ai progressivement augmenté mes heures d'enseignements (géographie et français langue étrangère) aux Cours d'Introduction aux Universités suisses (CIUS) jusqu'à la fermeture de cette école (fin 2011), à la suite de quoi j'ai pris ma retraite. De 2000 à 2011, j'étais enseignant dans cette école, mais aussi vice-directeur à quart temps. De 1991 à 2001, j'ai également été conseiller communal (exécutif) à temps partiel à la ville de Fribourg.

Retraité depuis janvier 2012.

AVANT TON ADHESION A LA LMR

Expériences professionnelles, associatives, syndicales, politiques ou autres. Intérêt pour la marche des événements en Suisse, dans le monde ? Premiers engagements militants ? Ton cheminement...

Avec 5 autres camarades, nous avons fondé la LMR à Fribourg au début de 1971. Mon expérience professionnelle se limitait alors à un poste d'assistant de géographie et à l'enseignement de la géographie à temps très partiel dans des écoles privées.

A l'âge de 16 ans (1963), lors de mon entrée au gymnase, j'ai adhéré à la JEC (Jeunesse étudiante catholique) du Jura, que j'ai très vite représentée à la JEC romande. A l'âge de 19 ans (1966), j'ai rejoint la JECU (JEC universitaire) à l'Uni de Fribourg. La JEC de Suisse romande était alors en pleine discussion sur la nécessité (ou non) d'agir politiquement dans la société. J'ai adhéré au courant qui se politisait et qui prônait l'action politique dans le milieu étudiant. Dans la foulée, j'ai adhéré à l'ASU (Action syndicale universitaire), elle-même en pleine discussion sur la nécessité d'agir non seulement dans le milieu étudiant, mais dans la société, car c'est celle-ci qui déterminait le sort des étudiants. Cela a abouti à la fondation (à laquelle j'ai participé) du ML en 1968 (Mouvement de Libération), qui a rapidement évolué en MSR (Mouvement socialiste révolutionnaire).

Ce qui a été déterminant pour mon adhésion aux thèses de la LMR, c'est mon anti-stalinisme qui datait de la lecture à l'âge de 17 ou 18 ans du livre « Le Zéro et l'Infini » d'Arthur Koestler. Ce livre m'avait vacciné pour toute ma vie contre les crimes des régimes staliniens. En 1968, dans le cadre de la JECU, nous avons organisé un stage sur le sous-développement (Tiers-Monde), animé par un militant chrétien de gauche, Gérard Destanne de Bernis, qui nous a presque tous convaincus que le sous-développement ne pouvait être vaincu que par un dépassement du capitalisme. Mon deuxième vaccin !

Circonstances de ton adhésion à la LMR, où et pourquoi ? Quelle attente de ta part sur le plan local, suisse, international, et celui de ta propre vie. Motifs principaux de ton engagement : faire évoluer les choses, stopper les injustices, participer à une refonte fondamentale de la société, une problématique particulière ?

La plupart des textes que nous lisions dans le cadre du ML et du MSR ne me satisfaisaient pas, car orientés marxisme classique, voire stalinisme soviétique ou chinois. C'est la lecture de la Brèche (dès le N°1) qui m'a fait rencontrer le mouvement politique auquel j'aspirais, à savoir un mouvement à la fois anticapitaliste et antistalinien. La création de la section fribourgeoise était dès lors pour moi une évidence, renforcée par le fait que les « Lausannois » (Olivier, Charles-André, Pierre) sont venus quelques fois à Fribourg pour nous convaincre de fonder une section fribourgeoise de la LMR, ce que nous avons fait en 1971, et ensuite pour nous coacher. Ce sont les grandes injustices mondiales (sous-développement) qui motivaient mon engagement, bien plus que la réalité nationale ou régionale. Le caractère très international de la LMR rejoignait là mes préoccupations personnelles.

TOI AU SEIN DE L'ORGANISATION

Qu'est-ce qui a focalisé ton attention, ton enthousiasme, ta volonté d'agir une fois que tu as eu l'expérience de l'organisation (à l'interne) ?

Etant assistant à l'Uni, je ne voulais pas intervenir ouvertement en tant que militant marxiste-révolutionnaire dans le milieu universitaire. J'ai donc presque naturellement été chargé du travail ouvrier de la LMR (nous n'avions pas d'ouvriers), pour ce qui concernait le travail local. J'étais aussi un de ceux qui assuraient la présence de la LMR au plan public (communiqués de presse, demandes d'autorisation, etc.). Mais je m'engageais également fortement dans tout ce qui concernait l'actualité internationale (Comités Indochine Vaincra, réfugiés chiliens, solidarité avec le Nicaragua, etc.).

A quel niveau de l'organisation, dans quelles structures as-tu agi ? Décris l'éventuelle évolution de ton engagement, les changements d'affectation, de lieux, avec les dates si possible.

Dès le début donc (1971), j'ai travaillé dans le cadre de la cellule « travail ouvrier », ainsi que dans la « direction de ville ». Avec les AGs qui avaient généralement lieu une fois par semaine, cela faisait donc pratiquement trois réunions par semaine pour le travail interne. Sans compter les comités unitaires et autres activités. Puis j'ai été appelé à représenter la section de Fribourg au Comité central, avec les nombreux week-ends de deux jours que cela représentait.

Dans quelles organisations « de masse » ou structures larges étais-tu prioritairement engagé

(parlements, syndicats, MLF, groupements divers, en particulier d'immigrés, etc.) ?

De par mon « travail ouvrier », j'avais les contacts avec les organisations immigrées (Colonies libres italiennes, Centre espagnol). Plus tard, j'ai participé à la création et aux activités du CUTSI (Comité unitaire des travailleurs suisses et immigrés). En 1974, j'ai adhéré à la VPOD-Fribourg (qui ne s'appelait pas encore SSP), où j'ai été très actif, notamment en entrant à son comité en 1979 comme secrétaire et en étant son président de 1987 à 1991. De là, je suis entré au comité de l'Union syndicale fribourgeoise et j'ai participé à l'organisation de nombreuses manifestations du 1^{er} mai. C'est surtout dans le cadre du 1^{er} mai unitaire que j'ai œuvré en faveur d'un rapprochement des syndicats de l'USS et des syndicats chrétiens, qui se regardaient en chiens de faïence.

Dans quels domaines (politique générale - articles ou tracts par exemple-, formation, féminisme, comités de soldats, travail « jeunes », travail « ouvrier », « solidarité internationale », « immigration », travail pratique - permanences - etc.) t'es-tu particulièrement investi.e ? As-tu agi seulement sur le plan local ou plus largement aussi ?

Du fait que j'étais responsable du « travail ouvrier », j'ai co-écrit une bonne partie des tracts distribués devant les usines (La Brèche-Usines). J'étais aussi de ceux qui récoltaient les informations sur ce qui s'y passait, de par mes contacts avec les ouvriers de l'immigration, surtout italienne.

J'ai beaucoup participé à la création et à l'activité de comités unitaires de toute sorte, notamment sur les questions de l'immigration, de la solidarité internationale. Mon action se limitait au plan local, mais parfois je représentais la section ou le comité local à des coordinations romandes ou nationales.

A un plan plus général, j'ai rédigé plusieurs articles sur la question jurassienne pour la Brèche. Pendant quelque temps (1 ou 2 ans au début des années 1980), la LMR s'était réduite à deux militants. Nous étions sur tous les fronts ! Beaucoup moins de réunions internes, mais plus de séances pour nous représenter un peu partout, notamment dans les comités unitaires que souvent nous avions initiés. Bien nous en a pris, car nous avons pu reconstruire une section d'une douzaine de militant-es. Le samedi, nous vendions la Brèche à la criée en ville.

Comment as-tu vécu le militantisme au quotidien ? T'es-tu senti.e coupé.e de certaines relations sociales et familiales ? Que sont devenus tes loisirs ?

C'était parfois difficile de passer pratiquement tous les soirs de la semaine dans des réunions, pas toujours très efficaces mais diablement enfumées. Avec les nombreuses manifs, les cours de formation et les séances du Comité central, cela mobilisait également pas mal de week-ends. Sans compter que certaines soirées étaient interminables (elles se terminaient par la rédaction et l'impression d'un tract qui était distribué sur les usines le lendemain matin à 6 h). La vie de couple en a souffert, d'autant plus que ma compagne ne militait pas. Le fait que n'avions pas d'enfants a peut-être noyé le poisson et je n'ai pas beaucoup ressenti le manque. Pour les loisirs, j'ai quasiment arrêté les randonnées en montagne pendant une dizaine d'années. Ma vie sociale se déroulait principalement dans un cadre politique et, de ce fait, je ne me suis pas trop senti coupé.

Avais-tu des rapports avec les militant.e.s d'autres organisations (maoïstes, socialistes, Parti du travail, POCH, PSA, etc.) ? Et comment juges-tu la politique de la LMR/PSO vis-à-vis des autres composantes de l'extrême-gauche ?

A Fribourg, nous avons de bonnes relations personnelles avec les autres militants de l'extrême-

gauche, essentiellement des maoïstes, même si nous divergions au niveau de l'analyse politique. Nous avons d'ailleurs très mal vécu l'« interdiction » du Centre (PSO national) de faire avec eux une liste commune à des élections (nationales, cantonales ? quand exactement ? je ne sais plus). Incontestablement, la ligne de la LMR puis du PSO à l'égard des autres organisations était sectaire et c'est une des choses que j'ai le plus mal supportées. A Fribourg, nous évitions au maximum ces attitudes sectaires, mais nous étions en même temps fidèles à l'organisation, ce qui ne facilitait pas les choses et pouvait nous mettre en porte-à-faux soit avec nos camarades maoïstes soit avec ceux de la LMR.

Par mon travail syndical, j'étais aussi en contact avec des militant-es socialistes et un membre du Parti du Travail, des collègues que j'appréciais. Il n'était pas toujours facile de conserver de bonnes relations avec ces collègues quand nos tracts ou la Brèche critiquaient le PS ou les dirigeants syndicaux, avec des propos parfois blessants.

As-tu souffert d'une surcharge de travail (longues et fréquentes séances, distributions à l'aube, week-ends occupés, etc.) ? Le montant des cotisations était-il à ton avis supportable ?

Ce qui m'a le plus coûté en matière de surcharge de travail, ce sont les week-ends occupés par le comité central, les stages de formation ou les manifestations. Le plus dur était les samedis-dimanches où nous n'avions même pas un demi-jour complet (quand par exemple nous allions à Zurich pour les comités centraux).

Le montant des cotisations (18% du revenu brut si je me souviens bien) ne m'a jamais posé de problème. Je trouvais normal qu'on paie ainsi le fonctionnement de l'organisation.

FEMINISME ET MODES DE VIE

Comment as-tu vécu le surgissement du féminisme dans la société ? L'évolution des mœurs a-t-elle eu des conséquences dans ton couple militant ou partiellement militant ? As-tu traversé une phase de bouleversement personnel ?

J'étais théoriquement favorable à l'avènement du féminisme et à l'évolution des mœurs. Je devorais la revue de la LCR qui traitait de ces questions (« Critique communiste » je crois). Mais ça n'a pas été facile de le concrétiser sans bouleversement personnel.

As-tu vécu en communauté et si oui, dans quel type de communauté ? Cherchiez-vous à inventer de nouveaux modes de vie, façons de vivre ensemble, de s'aimer, d'élever des enfants ? Et si non, de quel oeil voyais-tu ces tentatives ?

Je n'ai pas été tenté par ces manières de vivre. Mais je les voyais d'un très bon oeil, car j'étais favorable à une grande liberté dans le choix de sa manière de vivre.

De quel oeil voyais-tu les rapports homme-femme dans l'organisation (présence des femmes dans les instances dirigeantes, prise de parole, accès à l'élaboration de la ligne politique et aux publications, influence, écoute, considération) ?

La section LMR de Fribourg a longtemps été marquée par une forte prédominance des hommes (aucune femme parmi les fondateurs de la section...), ce qui me désolait. J'ai donc toujours applaudi lorsque des femmes prenaient leur place, à tous les niveaux. Et je déplorais le fait que c'était majoritairement des hommes qui dirigeaient l'organisation.

Comment as-tu perçu (ou vécu de l'intérieur) l'investissement d'un certain nombre de camarades dans des mouvements féministes excluant les hommes (MLF) ?

L'exclusion des hommes dans certains mouvements féministes ne me choquait pas. Au contraire, je considérais cela comme un passage obligé en vue de réaliser une réelle égalité hommes-femmes, autant dans l'organisation que dans la société.

REVOLUTION, VIOLENCE ET DEMOCRATIE INTERNE

As-tu considéré l'organisation comme ayant des objectifs et une structure au niveau suisse ET international ? La IVe Internationale avait-elle une réalité pour toi ? Lisais-tu ses publications, les journaux et brochures d'autres sections de l'Inter ?

J'ai toujours considéré l'existence de la IVe internationale comme une nécessité. C'était même une des richesses de la LMR/PSO, qui lui assurait à mes yeux une supériorité sur les autres organisations d'extrême-gauche. Je lisais surtout « inprecor », journal auquel j'étais abonné, ainsi que « Rouge » et les publications de la LCR.

Lisais-tu la Brèche ou Bresche ou Rosso, ou La Taupe ? A posteriori que penses-tu de ces organes et des tracts que nous diffusions ?

Je considérais globalement la Brèche comme un bon journal, que je lisais presque intégralement, car il savait associer des articles théoriques, des contributions sur l'actualité internationale, des analyses de la réalité helvétique et des nouvelles sur l'actualité des sections. Je regrettais toutefois son côté parfois sectaire et le ton « politiquement correct » de trop d'articles qui devait obligatoirement se terminer par un slogan de combat. Les conclusions de certains des articles que j'écrivais pour la Brèche sur la réalité fribourgeoise ou sur la question jurassienne étaient parfois réécrites dans cette optique par le rédacteur responsable...

Avais-tu alors l'impression de pouvoir vivre la fin du capitalisme à relatif court terme ?

Je pensais que des bouleversements politiques révolutionnaires pourraient se produire dans certains pays, mais jamais que cela commencerait en Suisse. Le conservatisme et le confort qui régnaient chez nous en comparaison internationale me semblaient trop forts pour que nos idées puissent dépasser un stade très minoritaire. De là à espérer vivre la fin du capitalisme de mon vivant, il y a un pas que je n'ai jamais franchi.

Acceptais-tu la notion de violence révolutionnaire telle que défendue par la LMR et la IVe Internationale ? La lutte armée te paraissait-elle nécessaire dans certains contextes politiques ? Te sentais-tu attiré.e par les actions violentes « exemplaires » lancées par les « ultra-gauchistes » de l'époque (en Allemagne et en Italie surtout) ?

J'étais d'accord avec la nécessité d'une violence révolutionnaire contre des régimes dictatoriaux et contre l'exploitation, mais comme ultime moyen de s'en libérer, condition qui me semblait réalisée dans certains pays, notamment en Amérique latine. J'ai par contre toujours désapprouvé et

condamné les actions armées minoritaires, notamment les attaques terroristes de la RAF ou des Brigades rouges, dans lesquelles je voyais plus du banditisme ou une violence gratuite qu'une action politique légitime.

As-tu milité dans un « Comité de soldats » et comment cela s'est-il passé ? Comment jugeais-tu les mouvements pacifistes, l'objection de conscience ?

Ayant été moi-même tenté par l'objection de conscience avant de rencontrer la LMR, j'ai toujours défendu le droit des objecteurs de conscience à refuser leur incorporation. Je défendais d'ailleurs de manière générale le droit au pacifisme et à l'objection de conscience, même si, en tant que militant de la LMR puis du PSO, je trouvais que le pacifisme était une posture naïve.

Je n'ai pas milité dans un « Comité de soldats », mais j'ai soutenu leur action par la distribution de tracts devant les casernes.

As-tu l'impression que nous avons réussi l'exercice de la démocratie interne dans l'organisation ou considères-tu qu'il y avait un clivage entre les « chefs » - celles et ceux qui donnaient le ton et la masse des militant.e.s ? Y avait-il selon toi des différences dans ce domaine, selon le secteur ou le lieu ?

Globalement la démocratie interne existait, mais il y a tout de même des décisions où ceux et celles qui ne suivaient pas les dirigeants étaient dénigrés par l'éloquence et parfois la mauvaise foi de certains dirigeants. Ce qui au final a pu fausser le résultat et produire un déni de démocratie interne. Certaines séances du Comité central où le grand chef ridiculisait celles et ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui étaient désolantes (Voir également les deux exemples ci-dessous).

As-tu été victime de répression politique (licenciement, non-engagement, non-élection pour des motifs politiques) ?

En 1975, le prof de géographie à l'Uni de Fribourg a voulu me réengager comme assistant (j'avais fonctionné comme tel 4 ans, puis arrêté une année). Le gouvernement fribourgeois n'a pas ratifié sa proposition au motif que j'appartenais à une organisation [la LMR] qui avait soutenu l'occupation de la Mensa de l'Uni de Fribourg ». Une pétition syndicale, le soutien du rectorat et de tous les profs de géographie de Suisse romande n'y ont rien fait. Par la suite, et pendant plusieurs années, mes postulations dans les écoles publiques du canton de Fribourg ont toutes essuyé des refus tandis que des gens moins qualifiés que moi étaient désignés. En 1982, j'ai postulé pour un remplacement au collège St-Michel (niveau gymnasial). Le directeur de l'instruction a justifié ma mise à l'écart par le 1,2% de voix que la LMR avait obtenu aux élections nationales (« Jamais les parents d'élèves n'accepteraient que leurs enfants aient un enseignant si minoritaire »). A la même époque, alors que j'enseignais dans une école subventionnée par la Confédération (les CIUS), on (je n'ai pas pu savoir qui) a même poussé mon directeur à me licencier, car on me reprochait d'influencer politiquement mes étudiants. Mon directeur m'a entièrement soutenu.

As-tu vécu, d'une façon ou d'une autre, une tendance formalisée, un désaccord, un conflit voire une exclusion dans/de l'organisation et comment cela s'est-il passé, très précisément ?

J'ai déjà cité plus haut l'« interdiction » de former une liste commune avec des camarades maoïstes, interdiction formulée par les instances dirigeantes du PSO. La section de Fribourg a cédé, mais cela m'est resté en travers de la gorge. Aujourd'hui, je regrette que nous n'ayons pas passé outre. J'ai

aussi durement ressenti l'opprobre qui s'est abattue sur celles et ceux qui ont désapprouvé la position prise au sujet de l'Afghanistan.

LE PSO ET LA PROLETARISATION

En 1980, la LMR est devenue le Parti Socialiste Ouvrier (PSO). Comment as-tu vécu cette mutation ? En particulier comment as-tu vécu la nouvelle orientation « vers la classe ouvrière », dénommée « prolétarisation » ? A-t-elle eu des conséquences personnelles pour toi ?

J'ai soutenu tout le processus de changement de nom et de prolétarisation. Je me suis moi-même posé la question d'aller travailler dans un hôpital comme aide-soignant, mais n'y ai pas donné suite. Donc pas de conséquences personnelles pour moi.

DEMISSION EVENTUELLE - FIN DE LA LMR

Si tu as quitté la LMR/PSO à un moment ou à un autre, peux-tu expliquer tes raisons d'alors (critiques politiques, ras-le-bol du militantisme, changement de vie, etc.) ?

Je n'ai pas quitté la LMR, mais ai soutenu la voie qui cherchait à rassembler les forces à la gauche de la gauche. Si cette voie n'avait pas été possible, je pense que je ne serais pas resté beaucoup plus longtemps dans le PSO, car je ne voyais pas d'issue à ce que nous faisons encore longtemps cavalier seul. Cette nouvelle voie s'est concrétisée à Fribourg par la formation d'« Ecologie et Solidarité » (en 1985), un rassemblement des militant.e.s du PSO et d'indépendants, notamment de tendance écologiste de gauche.

Si tu es resté.e jusqu'au bout (1986-87), comment as-tu vécu la disparition formelle de l'organisation au plan personnel et en tant que militant.e ? T'es-tu senti.e partie prenante de cette période finale ?

Comme indiqué ci-dessus, la disparition formelle du PSO donnant naissance à quelque chose de plus large correspondait à mes attentes et j'ai été un des fers de lance de la création d'« Ecologie et Solidarité ». Pendant quelques temps, le PSO a continué d'exister, mais uniquement comme cercle de réflexion amenant des idées dans « Ecologie et Solidarité » et par la vente de la Brèche. Nos séances se sont espacées et la disparition du PSO s'est faite progressivement et sans douleur.

APRES LA LMR/PSO...

As-tu eu ensuite l'impression qu'il t'était possible de poursuivre ton engagement par d'autres voies, as-tu retrouvé des camarades dans d'autres regroupements ?

Avec « Ecologie et Solidarité » (cf. ci-dessus), une autre organisation prenait le relai, incorporant plusieurs aspects de la politique de PSO, mais les insérant dans une réflexion marquée par un plus grand pluralisme d'idéologies ou par la volonté de s'abstraire des idéologies. La nouvelle organisation s'est petit à petit dirigée vers un mouvement marqué par l'écologie politique, mais purement local. Sa plus grande assise lui a permis de décrocher 4 sièges sur les 80 du parlement local de la ville de Fribourg en 1986 (dont 2 ont été attribués à des membres du PSO [ma première élection après plusieurs tentatives, y compris sur des listes LMR ou PSO]). Tous les membres du

PSO étaient partie prenante de cette nouvelle organisation, du moins au départ.

Quand « SolidaritéS » s'est créée dans plusieurs cantons de Suisse romande, j'y ai vu l'occasion de regrouper l'extrême-gauche. Cela a malheureusement capoté, douchant mes derniers espoirs que la gauche anticapitaliste agisse de manière unie à la gauche du PS et des Verts. Je me suis alors attaché à maintenir un caractère de gauche au parti vert de Fribourg (« Ecologie et Solidarité » puis « les VertEs », cf. ci-dessous), ce qui a réussi durant quelques années. Mais au fur et à mesure que les thèmes de prédilection des Verts devenaient toujours plus écologiques et de moins en moins sociaux, je me suis tourné vers des activités associatives me permettant d'être actif tant dans le domaine de l'écologie que dans celui de la solidarité (cf. ci-dessous).

Comment s'est passée cette période post-LMR/PSO : réinsertion dans la société « normale », vide d'un brusque non-militantisme, recherche d'une solution politique alternative, abandon de l'activité politique militante, etc. ?

Après la disparition du PSO, mon évolution politique personnelle s'est toujours plus fortement orientée vers la nécessité d'opérer un tournant écologiste, sans pour autant renier toutes les valeurs que nous avons défendues dans le combat social et internationaliste. « Ecologie et Solidarité » permettait cela, car le mot Solidarité se conjugait avec féminisme, solidarité internationale, droits de vote pour les immigrés, lutte contre toutes les discriminations. Mais le travail parlementaire prenait toujours plus de place et nous attirions toujours plus des gens éloignés du marxisme. Cela s'est traduit par une fusion avec le parti écologiste fribourgeois (1990), et par l'adoption d'un nouveau nom (« Les VertEs »), sans pour autant que la nouvelle formation n'adhère au parti écologiste suisse (cela se fera plus tard).

Ma réinsertion dans la « société normale » s'est opérée en plusieurs phases: d'abord par l'élection au conseil général (législatif) de Fribourg pour le compte d'« Ecologie et Solidarité » (1986), puis l'accession au poste de président du SSP-Fribourg (1987-1991), finalement par l'élection (en 1991) au conseil communal (exécutif) de Fribourg. Selon des connaissances et des journalistes, cette élection représentait la revanche de celui qui avait été victime d'interdiction professionnelle. Au conseil communal, j'apparaissais comme « le vert » (ça changeait du « rouge » que j'avais été durant 20 ans !), le premier dans un exécutif fribourgeois. Mon dicastère étant celui de la circulation (aujourd'hui, on dirait la mobilité), mon action portait sur l'aspect écologique de l'activité des « VertEs ». Réélu en 1996, je suis resté au conseil communal jusqu'en 2001.

Puis je me suis désengagé des activités au sein d'un parti politique en démissionnant du comité des « VertEs » (aujourd'hui « Les Verts ») et en ne me représentant pas à l'élection au conseil communal de Fribourg en 2001.

J'ai dès lors exercé des responsabilités dans le cadre associatif :

- présidence de Pro Natura Fribourg depuis 2001 ;
- comité du SSP jusqu'en 2005 (dont j'étais membre sans discontinuer depuis 1979) ;
- comité de Fri-Santé (organisation subventionnée prônant l'accès à la santé pour ceux et celles qui en sont exclus, comme les sans-papier) depuis 2005 ;
- Association des Ami-es de la Revue Durable, qui est devenue en 2016 l'Association des Artisans de la Transition (dont je fais partie du comité).

Une manière différente de faire de la politique.

A POSTERIORI...

Comment juges-tu les lignes de force du projet marxiste-révolutionnaire de l'époque (notion d'« avant-garde », construction d'un parti révolutionnaire, dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale, etc.) ?

A l'époque, j'adhérais complètement à ces lignes de force. Aujourd'hui, je ne crois plus à l'avant-garde, qui a trop souvent été une justification de la domination d'une minorité, dont l'expression la plus néfaste a été le stalinisme. Les ravages du capitalisme, qui ruine la planète et les solidarités de toutes sortes, nécessitent certes une révolution, mais je n'arrive pas à en dessiner les contours. Je rejette aussi de la nécessité de construire un parti révolutionnaire pour la conduire, tous les exemples ayant abouti à des dictatures. A l'époque, je trouvais également que la dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale faisait sens. Aujourd'hui, je crois à la nécessité d'une combinaison de la protection de l'environnement (climat, biodiversité, lutte contre les pollutions, etc., qui sont une question de vie ou de mort pour l'humanité), de la lutte contre les inégalités et la guerre, et de l'action citoyenne. Je suis toujours d'avis qu'il n'y aura pas de solution dans le cadre du capitalisme. Mais j'ai une grosse interrogation sur ce qui peut le remplacer et sur le chemin pour y parvenir. Et je suis effrayé par la puissance de nuisance des multinationales. Alors, je me bats là où je suis, parce que c'est de toute façon mieux que de ne rien faire. Même si je suis très pessimiste sur l'avenir de l'humanité.

Globalement, quel jugement portes-tu sur tes années d'engagement au sein de la LMR ? Au plan personnel d'abord : fut-ce une « parenthèse » dans ta vie, en as-tu tiré des éléments positifs pour la suite de ton existence, lesquels ? Et sur le plan historique (osons le mot!), penses-tu que nous avons laissé une trace, apporté quelque chose, dans le cadre des divers mouvements révolutionnaires ou radicalisés de l'époque ?

Au plan personnel, la période LMR/PSO n'a pas été une parenthèse, mais la suite logique de mon engagement chrétien entre 16 et 20 ans (dans le cadre de la JEC), un engagement qui a conduit à une radicalisation politique culminant avec la découverte du marxisme révolutionnaire, qui me permettait d'agir à la fois contre le capitalisme et le stalinisme. La LMR/PSO a pour moi été une école de vie. J'ai toujours considéré que la formation politique que j'y ai acquise pouvait être assimilée à une seconde licence.

Sur le plan historique, je pense que notre action a laissé des traces. Sans la LMR/PSO (et d'autres forces de l'extrême-gauche), je ne suis pas sûr que les mouvements sociaux, notamment les syndicats, seraient ce qu'ils sont. Nous avons été un aiguillon dans la gauche helvétique, sans lequel celle-ci serait probablement encore plus faible et plus orientée à droite.

Enfin, où en es-tu politiquement parlant, aujourd'hui ? Si tu as choisi de cultiver ton jardin, pourquoi, comment ?

Le monde associatif a remplacé le « parti » qui me paraissait, du temps de la LMR/PSO, comme indispensable à la réalisation de nos buts. Je suis devenu assez désabusé et on eut dire que je cultive mon jardin (depuis que je suis à la retraite, je passe une partie de mon temps à arpenter les beautés de la nature et des paysages humanisés pas trop foutus en l'air). Mais j'ai en même temps une activité associative dans les domaines de l'environnement et de la solidarité (cf. ci-dessus) qui remplace l'activité politique (au sens de l'appartenance à un parti) telle que je l'ai pratiquée entre la fondation de la LMR en 1971 et mon « retrait » de la politique en 2001. Donc : culture de mon jardin ET vie militante !

Une anecdote à raconter ? Un souvenir qui te tient particulièrement à coeur, un exploit, un échec, un souvenir important pour toi ?

...

Autre(s) questions non formulées ici, auxquelles tu souhaites apporter ta réponse :

...

Je désire que mes réponses soient publiées sans indication de mon identité (une croix après la réponse adéquate):

OUI

NON

INDIFFERENT X

Date et lieu.....

Fribourg, le 27 juin 2016